

ASSEMBLÉE NATIONALE

7 juin 2024

GÉNÉRALISER LA CONNAISSANCE ET LA MAÎTRISE DES GESTES DE PREMIERS SECOURS - (N° 2734)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 11

présenté par

Mme Valentin, Mme Bonnet, Mme Anthoine, M. Jean-Pierre Vigier, M. Dubois, M. Ray et
Mme Petex

ARTICLE ADDITIONNEL**APRÈS L'ARTICLE 2, insérer l'article suivant:**

I. – Dans un délai de douze mois à compter de la mise en œuvre de la présente loi, le Gouvernement remet un rapport au Parlement relatif à la disposition qui conditionne l'obtention du permis de conduire à l'obtention du certificat prévention et secours civiques de niveau 1.

II. – La perte de recettes pour l'État est compensée à due concurrence par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre Ier du livre III du code des impositions sur les biens et services.

EXPOSÉ SOMMAIRE

L'article 2 conditionne le passage du permis de conduire à l'obtention du certificat prévention et secours civiques de niveau 1, de façon à toucher la quasi-totalité des générations à venir – sans effet rétroactif sur les détenteurs actuels du permis de conduire.

Le fait de pouvoir venir en aide à un autre usager de la route en cas d'accident de la route semble entrer tout à fait en cohérence avec la perspective d'être candidat au permis de conduire, alors que les risques routiers sont de nature à augmenter la possibilité d'être un jour, en tant que conducteur d'un véhicule motorisé et usager de la route, confronté à une situation d'urgence.

Afin de tirer un bilan sur l'efficacité, mais aussi les conséquences et donc de l'utilité de ce conditionnement, il est essentiel que le Gouvernement remette un rapport au Parlement.

Tel est l'objet de ce présent amendement.